

Budget de l'Ontario de 2012

Le 27 mars 2012

■ Perspectives financières

- La province prévoit des déficits à la baisse qui s'établiront à 15,2 milliards de dollars en 2012-2013, 13,3 milliards en 2013-2014 et 10,7 milliards en 2014-2015, pour en arriver à l'équilibre budgétaire en 2017-2018.
- Le déficit pour 2011-2012 devrait être de 15,3 milliards de dollars, soit 1,0 milliard de moins que les prévisions énoncées dans le budget de 2011, ce qui représente une amélioration de plus de 38 % par rapport au déficit de 2009-2010, qui, selon les prévisions de l'automne 2009, devait être de 24,7 milliards.
- Le total des revenus en 2011-2012 est estimé à 109,3 milliards de dollars. Les revenus totaux devraient augmenter d'un taux moyen de 3,5 % par année entre 2011-2012 et 2014-2015.
- Les charges totales de la province devraient augmenter d'un taux moyen de 1,5 % par année entre 2011-2012 et 2014-2015, une hausse inférieure au taux de 2,2 % prévu dans le budget de 2011. Entre 2010-2011 et 2017-2018, la croissance des dépenses de programmes sera maintenue à 0,9 % en moyenne, ce qui est conforme aux recommandations de la Commission de réforme des services publics de l'Ontario. Pour chaque dollar additionnel consacré aux nouvelles mesures touchant les revenus, le plan prévoit quatre dollars pour les mesures touchant les charges afin de combler l'écart financier qui se produirait en l'absence de nouvelles mesures visant à limiter l'augmentation des charges provinciales.
- Le budget de 2012 propose des mesures pour équilibrer le budget d'ici 2017-2018, y compris :
 - le gel des réductions du taux général de l'impôt sur le revenu des sociétés et du taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises jusqu'à ce que le budget soit équilibré;
 - le plafonnement de la Prestation ontarienne pour l'énergie propre à 3 000 kWh par mois;
 - la modification du Programme de médicaments de l'Ontario pour des personnes âgées ayant un revenu parmi les plus élevés assument une plus grande part des coûts de leurs médicaments sur ordonnance;
 - l'établissement des frais d'utilisation exigés par l'Ontario de façon à assurer le recouvrement d'une plus grande partie des coûts de prestation des programmes et services;
 - la prolongation du gel salarial des députés de l'Ontario de deux années supplémentaires, portant la durée totale du gel de leur salaire à cinq ans;
 - la prolongation de deux autres années du gel des salaires des cadres des hôpitaux, des collèges, des universités, des conseils scolaires et des organismes;
 - Le plan financier du gouvernement ne prévoit pas de fonds au titre de l'augmentation progressive de la rémunération dans les nouvelles conventions collectives. Lorsqu'il sera impossible de négocier des ententes qui respectent le plan d'équilibrer le budget et protègent les services prioritaires, le gouvernement est prêt à proposer les mesures administratives et législatives nécessaires;
 - Le gouvernement entend proposer un certain nombre de mesures pour rendre les régimes de retraite du secteur public plus abordables.
- Compte tenu des risques considérables auxquels l'économie mondiale est soumise, le plan financier comprend des mesures de prudence, soit des fonds de prévoyance totalisant 0,5 milliard de dollars en 2012-2013, ainsi qu'une réserve de 1,0 milliard en 2012-2013, de 1,2 milliard en 2013-2014 et de 1,5 milliard en 2014-2015.
- La mise en oeuvre d'initiatives de transformation en vue de réaliser les économies nécessaires pour gérer la croissance des dépenses de programmes pourrait entraîner certains coûts initiaux. Pour appuyer ces initiatives, le plan financier renferme un fonds de transition de 1,0 milliard de dollars sur trois ans.

Service des abonnements courriel

Visitez www.ofina.on.ca et inscrivez-vous au service des abonnements courriel pour recevoir les dernières mises à jour de la province de l'Ontario :

- Titres d'emprunts
- Programme d'emprunts
- Bulletin de l'OOF
- Présentations RI
- Webémissions
- Autres activités

Plan financier et perspectives à moyen terme (en milliards de dollars)

	Chiffres provisoires	Plan	Perspectives	
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Total des revenus	109,3	112,2	116,1	121,0
Charges				
Programmes	114,5	115,8	117,0	117,9
Intérêt sur la dette	10,1	10,6	11,2	12,3
Total des charges	124,6	126,4	128,2	130,3
Réserve	—	1,0	1,2	1,5
Excédent/(Déficit)	(15,3)	(15,2)	(13,3)	(10,7)

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Bulletin préparé par l'Office ontarien de financement. Ces données sont présentées à titre d'information uniquement et ne constituent ni une offre de vente ni un démarchage de valeurs mobilières. Elles n'ont été approuvées par aucun organisme de réglementation des valeurs mobilières et la décision d'acheter des valeurs ne doit pas être prise uniquement en fonction de ces données. Il peut y avoir des erreurs ou des omissions attribuables à la conversion électronique, au téléchargement ou à des modifications non autorisées. Certaines déclarations du bulletin peuvent être des déclarations prospectives (forward-looking statements) au sens de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les déclarations prospectives comportent des incertitudes, des risques et d'autres facteurs qui pourraient faire que le rendement de l'économie de l'Ontario diffère grandement des prévisions et des perspectives économiques énoncées expressément ou implicitement dans ces déclarations. La province de l'Ontario ne s'engage nullement à mettre à jour ces déclarations prospectives en fonction de nouveaux renseignements obtenus, d'événements futurs ou autres, sauf pour se conformer aux exigences des lois et règlements pertinents. Même si, au moment de les rendre publiques, ces données étaient jugées fiables, **RIEN NE GARANTIT QUE LE PRÉSENT DOCUMENT OU LES RENSEIGNEMENTS QU'IL CONTIENT SONT EXACTS OU COMPLETS.**

●● Perspectives économiques

- Le produit intérieur brut (PIB) réel de l'Ontario a augmenté de 1,8 % en 2011. Plus de la moitié de l'augmentation totale du PIB réel est attribuable aux dépenses d'immobilisations des entreprises.
- Le PIB réel de l'Ontario s'est entièrement remis de la récession mondiale. On estime que, au quatrième trimestre de 2011, le PIB réel de l'Ontario était de 1,6 % supérieur au niveau affiché avant la récession en 2008.
- Le ministère des Finances suppose que le taux de croissance du PIB réel sera de 1,7 % en 2012, 2,2 % en 2013, 2,4 % en 2014 et 2,5 % en 2015, des prévisions légèrement inférieures à la moyenne des prévisions du secteur privé.
- Cette croissance découlera en grande partie du maintien des dépenses de consommation, des investissements solides des entreprises dans les immobilisations et de la reprise du commerce net.
- Depuis le creux affiché en juin 2009 lors de la récession, 299 300 emplois ont été créés. On prévoit qu'il se créera 360 000 emplois en Ontario d'ici 2015.

Perspectives économiques de l'Ontario (en pourcentage)	2009	2010	2011	2012p	2013p	2014p	2015p
Croissance du PIB réel	(3,2)	3,0	1,8e	1,7	2,2	2,4	2,5
Croissance du PIB nominal	(0,9)	5,3	4,2e	3,4	4,1	4,2	4,3
Croissance de l'emploi	(2,5)	1,7	1,8	0,9	1,3	1,5	1,6
Inflation de l'IPC	0,4	2,5	3,1	1,7	2,0	2,0	2,0

p = projection de planification du ministère des Finances. *e* = estimation
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

●● Mise à jour sur les emprunts

- L'Ontario a réussi à exécuter son programme d'emprunt annuel en 2011-2012, malgré les défis avec lesquels les marchés des capitaux sont toujours aux prises à l'échelle internationale. La province prévoit que les emprunts à long terme sur les marchés publics se chiffreront à 35,6 milliards de dollars en 2012-2013, soit 3,0 milliards de moins que prévu pour cet exercice dans le budget de 2011.
- La forte demande d'actifs en dollars canadiens de la part des investisseurs internationaux, la liquidité des obligations de référence de l'Ontario et la confiance qu'inspire toujours la province ont permis à l'Ontario de contracter 81 % de ses emprunts sur le marché du dollar canadien en 2011-2012, ce qui est supérieur au taux de 59 % de 2010-2011 et bien au-dessus de la cible d'au moins 60 % établie dans le budget de 2011.
- En 2012-2013, la province projette de contracter au moins 70 % de ses emprunts sur le marché du dollar canadien. Cela est conforme au pourcentage moyen historique qui est d'environ 75 %, mais permet à la province de dépendre beaucoup moins des marchés étrangers durant la crise financière. En 2009-2010, plus de 50 % des émissions de la province étaient sur les marchés internationaux.

●● Perspectives d'emprunt à moyen terme

Province et Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (en milliards de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Déficit	15,2	13,3	10,7
Investissement dans les immobilisations	10,5	10,5	9,3
Redressements sans effet sur la trésorerie	(3,8)	(4,0)	(3,6)
Prêts/Investissements nets	1,1	1,6	0,8
Dette arrivant à échéance	17,3	23,7	21,8
Rachats de titres de créances	0,3	0,3	0,3
Total des besoins en matière de financement	40,5	45,4	39,4
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(0,8)	-	-
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	(3,0)	(3,0)	-
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et des équivalents	-	(0,7)	(0,7)
Rachats de titres de créances	(1,2)	(2,0)	-
Total des emprunts à long terme sur les marchés publics	35,6	39,6	38,7

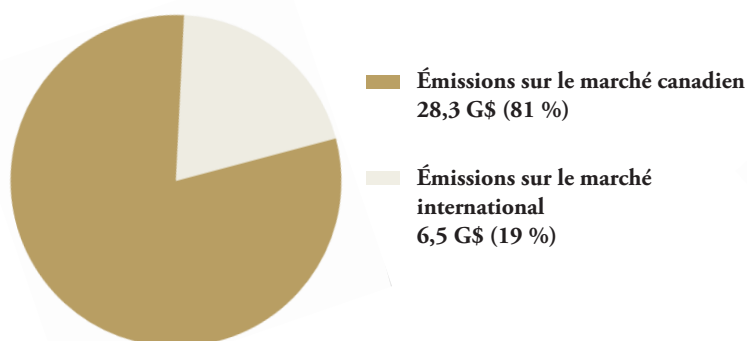
Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

•• Démarche relative aux emprunts

- La province entend emprunter 35,6 milliards de dollars en 2012-2013 et 39,6 milliards de dollars en 2013-2014. Pour combler les besoins en matière de financement, l'Ontario conservera une démarche souple, surveillera les marchés du dollar canadien et internationaux, émettra des obligations ayant différentes échéances et dans diverses devises, et tiendra compte des préférences des investisseurs.
- La moyenne pondérée de l'échéance de la dette provinciale à long terme contractée a été prolongée considérablement au cours des deux dernières années. En 2011-2012, elle était de 13,0 ans, ce qui est quelque peu supérieur à celle de 12,8 ans pour 2010-2011 et très supérieur à celle de 8,1 ans pour 2009-2010.
- En continuant de prolonger l'échéance, le gouvernement provincial a pu tirer parti des taux d'intérêt faibles pour une plus longue période, ce qui réduit les risques de refinancement et aide à atténuer l'incidence que la hausse prévue des taux d'intérêt aurait sur les frais d'intérêt sur la dette de la province.

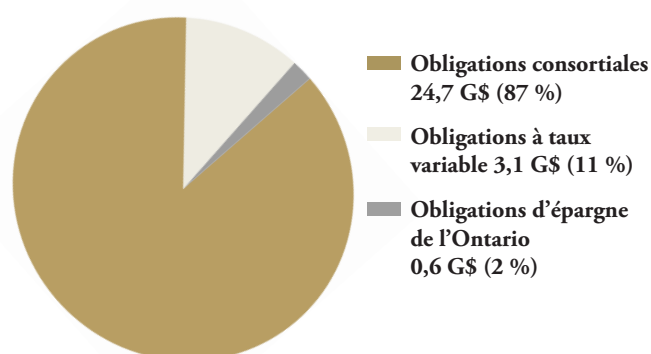
Tous les marchés

Émissions – 34,9 milliards de dollars



Marché canadien

Émissions – 28,3 milliards de dollars

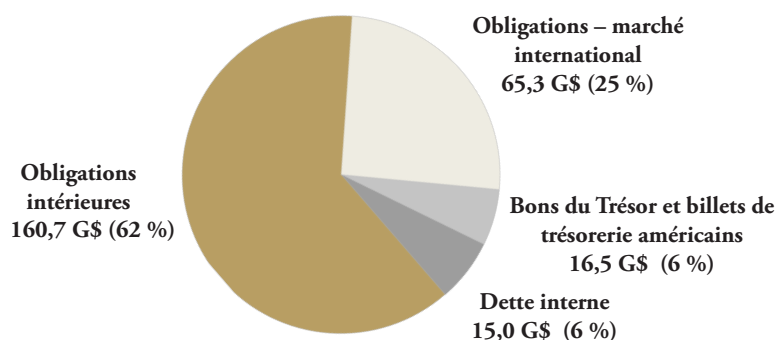


Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

•• Portefeuille de la dette

- On prévoit que, au 31 mars 2012, la dette totale sera de 257,5 milliards de dollars. Elle est constituée d'obligations émises sur les marchés financiers publics, d'une dette interne, ainsi que de bons du Trésor et de billets de trésorerie américains.
- On prévoit que, au 31 mars 2012, la dette publique sera de 242,5 milliards de dollars. Elle est constituée principalement d'obligations émises sur les marchés en dollars canadiens et sur les marchés internationaux dans 11 devises.
- L'Ontario a aussi une dette interne de 15,0 milliards de dollars contractée en dollars canadiens. Celle-ci est constituée principalement de titres de créances qui sont détenus par des régimes de retraite du secteur public de l'Ontario et l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada. Cette dette contractée hors des marchés publics est non négociable.

Composition de la dette totale 257,5 milliards de dollars



Au 31 mars 2012

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

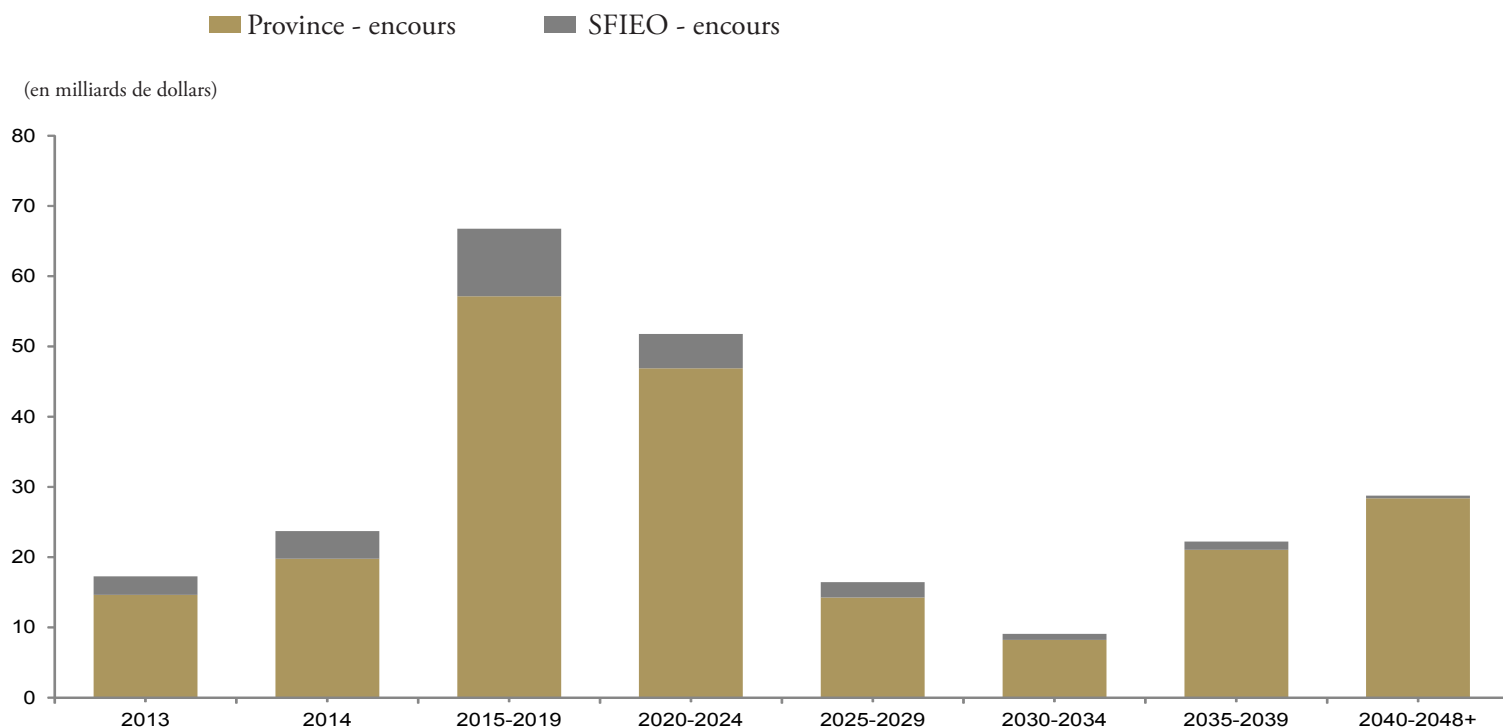
Obligations – marché international :

- Dollars canadiens
- Dollars américains
- Euro
- Franc suisse
- Yen japonais
- Livre sterling
- Dollars australiens
- Couronne norvégienne
- Dollars néo-zélandais
- Dollars de Hong Kong
- Rand sud-africain

Dette (au 31 mars 2012)		Exposition au risque (au 29 février 2012) (en pourcentage de la dette)	Risque actuels	Limites prévues dans les politiques
Dette totale	257,5 G\$	Province		
Dette nette	237,6 G\$	Exposition nette aux risques associés aux changements des taux d'intérêt	9,6	35,0
Déficit accumulé	159,9 G\$	Exposition aux risques de change	1,0	5,0
Rapport dette nette ¹ -PIB	37,2 %	SFIEO		
Rapport déficit accumulé ² -PIB	25,0 %	Exposition nette aux risques associés aux changements des taux d'intérêt	12,2	35,0
Statistiques sur la dette		Exposition aux risques de change	0,0	5,0
Contractée sur les marchés publics	94 %			
Émise en dollars canadiens	75 %			
Taux d'intérêt effectif (moyenne pondérée)	4,35 %			

¹La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers.
²Le déficit accumulé représente la différence entre, d'une part, les passifs et, d'autre part, la totalité des actifs, lesquels comprennent les immobilisations corporelles ainsi que les actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges.

Dette arrivant à échéance



Exercice prenant fin le 31 mars.

Exclut la dette à court terme et les autres passifs ainsi que l'impact différentiel du financement futur. Suppose que les titres de créances avec options seront rachetés le plus tôt possible.

L'Office ontarien de financement est un organisme de la province de l'Ontario chargé des activités provinciales d'emprunt et de gestion de la dette

Pour nous joindre

Relations avec les investisseurs
Office ontarien de financement
1, rue Dundas Ouest, bureau 1400
Toronto (Ontario) M7A 1Y7
Canada

Téléphone 416 325-1661
Télécopieur 416 204-6694
www.ofina.on.ca
investor@ofina.on.ca